

Economie | Ceser Aquitaine : pas de "procrastination" pour la LGV Grand Projet Sud Ouest



Le CESER Aquitaine renouvelle ses conseillers en novembre prochain. Mais avant de tourner la page de cette mandature, l'institution représentative des «forces vives» de la Région a voulu marquer le coup. Son dernier rapport revient sur la LGV GPSO allant de Bordeaux à Toulouse et à Hendaye. Une manière pour le CESER de réaffirmer son positionnement fort en faveur de la LGV au sud de Bordeaux, «en envisageant ce projet dans sa globalité et intégrant les derniers rebonds suite à la Commission Durond». Nourri par un grand nombre d'études, de retours d'expériences, et d'auditions d'experts, le rapport fait le point sur les «Attentes et impacts pour l'Aquitaine liés aux grands projets ferroviaires du Sud Ouest, en termes de développement durables des territoires».

Le 9 juillet dernier, le Premier Ministre confirmait la LGV Bordeaux-Toulouse comme prioritaire, mais reléguait la réalisation de la liaison vers l'Espagne après 2030. Une décision dont il se dit qu'elle pourrait prochainement être réorientée, mais qui pour l'heure, ne laisse aucune visibilité sur le sort de la liaison Bordeaux-Hendaye. Une situation que le Conseil Economique Social et Environnemental Régional (CESER) dénonce dans son rapport.

En effet, égrainant les nombreux impacts, selon lui, positifs que la LGV pourraient avoir en termes de développement économique, d'aménagement des territoires, ou encore de mobilité, qu'elle soit intra-aquitaine, nationale ou européenne, le rapport du CESER indique tout aussi clairement, que plus que l'infrastructure par elle-même, ce sont les projets qui l'entourent qui détermineront ces impacts notamment économiques. Or sans anticipation précise sur la réalisation de l'infrastructure, difficile pour l'ensemble des parties prenantes de s'approprier ce projet collectif.

Face à une telle incertitude aucun projet ne peut être valorisé de manière précise et concrète. C'est autant de perdu pour les arguments de soutien à la LGV, qui alors « se résument souvent à une traduction politique d'une position voire d'une posture manichéenne», estime le CESER. De même, une fois dépassé le stade des arguments, l'anticipation permettra selon l'institution d'optimiser les bénéfices attendus. Un détail d'importance au regard de l'ampleur des investissements en jeu.

"Gouvernance abracadabrantésque" Or, la difficulté d'anticipation est d'autant plus forte au

regard de «la gouvernance et du financement abracadabrantésque» des projets ferroviaires LEA et GPSO. En effet, les incertitudes sur le projet GPSO mettent à mal les financements de la LGV Tours-Bordeaux puisque sur la petite soixantaine de collectivités engagées sur toute l'Aquitaine (y compris au sud de Bordeaux), un certain nombre ne voyant pas arriver la LGV chez elles, choisissent de retirer leurs financements. A défaut d'une réalisation immédiate de la LGV, le CESER insiste sur la nécessité minimum d'un phasage précis de la réalisation des lignes afin d'éclairer, et de rassurer les acteurs.

Autre aspect souligné par le rapport et constaté sur les autres expériences françaises de LGV: le phénomène de renforcement des métropoles concernées, au détriment souvent du développement d'un maillage infra-régional. Le rapport appelle donc à veiller à «une irrigation intelligente du territoire aquitain pour garantir l'équité territoriale». Mais là encore, l'anticipation semble la meilleure arme pour prévenir ce risque, assurer la cohérence des territoires et la survie de ceux qui pourraient être touchés en négatif par l'attractivité créée aux alentours de l'infrastructure.

Rapport complet du CESER Aquitaine :

<http://ceser-aquitaine.fr/informations/avisrapports/rapports/2013/rapport-gpso/fiche.html>



Solène Meric

Crédit Photo : Aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 08/10/2013
[Url de cet article](#)